Le 05-01-2023

Télécharger ou imprimer au format PDF

{"preview_thumbnail":"/sites/default/files/styles/video_embed_wysiwyg_preview/public/video_thumbnails/XmFxzR9GoJg.jpg?itok=u5JhDfJm","video_
url":"https://youtu.be/XmFxzR9GoJg
","settings":{"responsive":1,"width":"854","height":"480","autoplay":0},"settings_summary":["Embedded Video (Adaptatif)."]}

Présentation des ouvrages par son auteur, Jean-Michel Toulouse

Ce travail a une ambition pratique : démontrer que la "représentation"est caduque et qu'elle doit céder la place à la démocratie directe, citoyenne et délibérative, dont les conditions de possibilité sont désormais opérationnelles. Tous les idéologues du système représentatif admettent que la représentation est en crise, mais aucun n'en tire les conséquences politiques et se bornent à essayer de la "réformer", notamment en glosant sur le fameux "tournant délibératif" dont évidemment seuls les élus seraient capables.

Dans une première partie qui comporte trois chapitres, j'étudie ce que j'appelle "les fulgurances historiques" depuis l'Athènes démocratique des V^{e} et IV^{e} siècles avant notre ère jusqu'aux expériences contemporaines de démocratie directe (Rojava, Chiapas par exemple). Ces épisodes historiques, mal connus et souvent passés sous silence, nous enseignent que des formes de démocratie directe - et en tout cas non représentatives - ont existé très tôt dans l'histoire. Elles ont été soit détruites par les forces sociales et politiques contre-révolutionnaires, soit se sont éteintes du fait de leurs propres faiblesses.
Dans cette partie, j'examine aussi la question des partis politiques. La "forme parti" est-elle politiquement et sociologiquement morte ? Ou bien peut-on encore la transformer ? Pour en faire dans un premier temps l'histoire, je convoque un certain nombre d'auteurs qui ont essayé d'en faire la théorie, des "machiavéliens" jusqu'aux auteurs
contemporains.

Dans une seconde partie, que j'ai organisée en trois chapitres également, je tente de travailler sur certaines organisations qui pourraient très vite fonctionner sur des modèles non-représentatifs. Deux d'entre elles sont examinées : l'hôpital public et les SCOP (Sociétés Coopératives et Participatives). En
tant qu'ancien directeur d'hôpital - j'en ai dirigé six - je suis donc légitime pour en faire une analyse

serrée et exprimer des propositions immédiatement pratiques et fonctionnelles de transformation de ces établissements en structures autogérées. S'agissant des SCOP, propriété collective des sociétaires-travailleurs, une enquête de terrain portant sur sept d'entre elles montre qu'il est possible de changer le mode de gestion entrepreneurial et capitaliste et de passer d'un modèle autoritaire de management à un mode non directif, démocratique, un mode -projet qui implique l'ensemble des sociétaires et qui met fin à la subordination juridique et pratique du salarié, en même temps que le statut de l'entreprise est transformé. La "société capitaliste à but exclusif de profit et de "valeur actionnariale" est alors une unité productive démocratique, contrairement au droit bourgeois des entreprises qui ignore l'entreprise au seul bénéfice des "sociétés", et ravale les salariés au rang « d'âmes mortes" comme dans le roman de Gogol.
Dans la même partie, je m'attache à étudier l'État et notamment la joute mémorable Hegel-Marx, à en faire la théorie avant d'en étudier, en troisième partie, les conditions de dépérissement.

Dans la troisième et dernière partie, qui comprend trois chapitres, je propose des pistes de réflexion et des modèles d'institutions, d'outils juridiques et politiques, d'organisation des espaces sociaux qui se veulent des modes de démocratie directe délibérative, à ne pas confondre avec la fiction de la "démocratie participative", tant vantée par nos politistes et constitutionnalistes bourgeois pour camoufler le dessaisissement du peuple, en convoquant d'autres auteurs (philosophes, historiens, politologues, sociologues et économistes).
Une nouvelle architecture institutionnelle est proposée, de la Commune à l'État central, avec un système de mandats impératifs et de procédures juridiques et politiques qui garantissent un fonctionnement démocratique et non
l'ignorance du citoyen-producteur. Je présente des instruments institutionnels qui rendent possible une démocratie délibérative, à l'encontre de l'idéologie de la "démocratie libérale représentative", qui n'est qu'une organisation de la captation, du rapt de la souveraineté du peuple. L'institution dominante de ces propositions est l'Assemblée primaire (qui a déjà été expérimentée en France après le 10 aout 1792, mais a été liquidée par Thermidor puis par le Coup d'État du 18 Brumaire, pour lui substituer des formes de pouvoir autoritaire, camouflées derrière la "représentation" à la Sieyès.
Je traite également de la transformation des partis politiques (tous dégénérés en écuries électorales), en Associations de citoyens qui sont de véritables vecteurs d'action collective. Ce sera l'occasion d'une troisième étude de terrain touchant dix partis et organisations politiques qui ont accepté de répondre à un questionnaire semi-directif sur leur analyse de la démocratie directe délibérative.
Une quatrième enquête sur le mouvement des Gilets Jaunes clôture la séquence "enquêtes de terrain" de l'ouvrage.

Parallèlement, je prends l'initiative d'une critique sans ménagement de la pseudo théorie de la "neutralité axiologique" qui n'a rien à voir avec ce que pensait même Max Weber à ce sujet. Je défends au contraire l'affirmation de la sociologie critique, et une éthique et déontologie scientifiques, nécessaires pour transformer ce monde au lieu de le justifier.

Cet ouvrage se termine sur une nouvelle figure du citoyen-producteur de la démocratie directe délibérative, homme et femme citoyen intégral, producteur autonome et non aliéné, coopérateur et co-élaborateur de la décision politique, qui n'a rien à voir avec l'électeur-consommateur passif du système capitaliste "représentatif".

Le Protagoras de Platon nous l'avait dit : la politique s'enseigne, le peuple est capable de se gouverner lui-même en se donnant les institutions qui rendent possible le débat public et la décision publique collective. La représentation aliénée a fait son temps. Il est urgent d'instaurer la démocratie directe délibérative avant que le capitalisme financiarisé multinational ait détruit l'habitabilité de la

planète et, avec elle, l'espèce humaine. Le capitalocène menace. Il faut lui substituer une société non capitaliste et coopérative. Il y a urgence de le faire, nous en avons les outils et les classes populaires peuvent se libérer des prétendues "élites" qui les vampirisent et ont organisé la captation de la souveraineté populaire à leur seul profit, comme tous les tableaux statistiques des annexes de ce livre finissent de le prouver.
La bourgeoisie compradorisée de ce pays ne gère que ses affaires, elle ignore la planète, la société et le peuple, elle a déjà fait défection, elle ne vit pas avec le peuple, elle se réfugie dans les futures "zones tempérées" après avoir détruit les éco-systèmes et la biodiversité. Elle a besoin d'un État aux forts moyens" régaliens" pour discipliner le peuple et le maintenir dans une fausse conscience non dangereuse pour elle.

Le choix est désormais clair et c'est la conclusion de cet ouvrage : ou bien l'illibéralisme autoritaire bonapartiste dans un contrôle social "numérisé", ou bien la démocratie délibérative, économique, sociale et politique.

Bonne lecture et merci de vos commentaires que vous pouvez déposer sur ce site.

Opens in a new window Opens in a new window

- Se connecter ou s'inscrire pour poster un commentaire